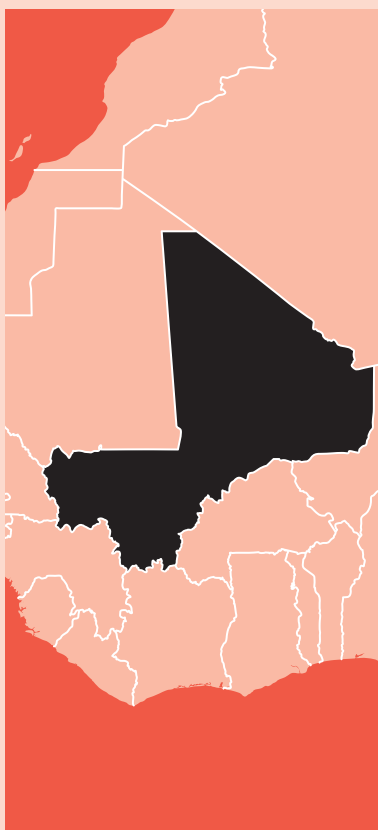




Marco Dorino/UN Photo

Mali : Entre espoir et désespoir



Un jour, la guerre prendra fin et le Festival au Désert de Tombouctou reprendra.

Chef d'une faction touareg au nord de Tombouctou.

Le Mali était connu pour la beauté de son désert, l'hospitalité de son peuple et son « cousinage à plaisanterie », un contrat social pacifique entre ses communautés. Mais aujourd'hui, les tensions sont fortes et de nombreuses zones ne sont plus accessibles aux personnes venues de l'extérieur. La crise en cours et les contraintes qui pèsent sur les opérations humanitaires sont très préoccupantes. Les troubles actuels résultent d'une combinaison de facteurs historiques, d'un développement inégal entre le sud, le nord et l'est du pays, et de questions non

résolues soulevées par le conflit dans les années 90. L'implosion de la Libye en 2011 et l'afflux de groupes armés et d'armes au Mali qui s'en est suivi, ainsi que la montée des groupes radicaux nationaux et internationaux, ont entraîné une spirale de conflits. Les opérations militaires de la France et de l'ONU ont aidé le gouvernement à reprendre le contrôle de son territoire et un accord de paix a été conclu en mai 2015, mais une paix véritable semble encore loin : une nouvelle crise a éclaté dans la région centrale du pays, alimentée par la concurrence pour la terre, les griefs liés à la corruption étatique et la violence des forces armées.

Début 2016, de nombreux observateurs ont considéré le Mali comme une crise sur le point de s'achever et anticipé

une transition en douceur de la réponse humanitaire au développement. Au lieu de cela, la situation s'est progressivement transformée en un conflit extrêmement complexe et explosif, les insurgés établissant des bases dans les terres arides, le long des frontières du pays. Il est peu probable qu'une réponse militaire parvienne à résoudre la crise, mais les négociations politiques progressent peu. Les Maliens désirent justice et bonne gouvernance, en ont vraiment besoin mais, pris au milieu de cette crise aux multiples facettes, ils perdent espoir. Avec la fatigue croissante des bailleurs de fonds, les sécheresses régulières et la résilience érodée par des années de conflit, le contexte devient de plus en plus difficile.

Atteindre la population : un défi majeur

La sécurité demeure un obstacle majeur pour les organisations humanitaires. Jusqu'à récemment, la communauté humanitaire était en mesure de travailler presque partout dans le pays, mais au fur et à mesure de la détérioration de la situation, l'accès est devenu plus difficile. Même si les ONG ont essayé d'ajuster leurs stratégies pour continuer à fournir de l'aide, les travailleurs humanitaires occidentaux se rendent désormais rarement dans le nord du pays à cause du risque d'enlèvement ou de vol : les effractions et les vols de véhicules dans le nord représentent plus de 80 % des attaques contre les ONG dans le pays. Bien que l'accès soit possible, notamment en utilisant les avions de l'ONU, la mission des Nations unies au Mali est une entité politique et les organisations humanitaires hésitent à utiliser les moyens logistiques de l'ONU de peur de compromettre la façon

dont leur neutralité est perçue. La plupart des travailleurs humanitaires internationaux restent à Bamako ou sont basés dans des bunkers isolés du terrain. Cela transfère effectivement les risques aux expatriés africains, au personnel national et aux ONG locales, qui sont supposés être moins visibles et qui, comme l'a dit un travailleur humanitaire, « valent moins chers sur le marché des otages ». Bien que pratique, cette solution n'est ni idéale ni très éthique.

Une grande partie du nord et du centre du Mali est négligée : dans les zones situées au nord de Tombouctou, à l'est de Gao et dans le centre du delta du Niger, il faut des heures pour parcourir de courtes distances sur les routes sablonneuses du désert ou sur les pistes boueuses des zones inondées. La population est très dispersée et les insurgés sont extrêmement mobiles. Travailler dans les zones à faible densité au nord du fleuve Niger est difficile et coûteux, et la majorité de l'aide va aux zones les plus accessibles et



Jusqu'à récemment, la communauté humanitaire était en mesure de travailler presque partout dans le pays, mais au fur et à mesure de la détérioration de la situation, l'accès est devenu plus difficile.

les plus sûres. Comme l'explique un spécialiste malien de l'élevage : « Ce sont des zones immenses, pratiquement vides, avec quelques peuplements aux points d'eau. Il faut parfois des heures, voire des jours, pour couvrir le terrain sablonneux ou pierreux accidenté qui sépare les villages et les peuplements ». Dans les régions où les humanitaires sont présents, l'impact est généralement positif, quoique insuffisant et largement non durable. Les programmes d'élevage liés à la santé humaine sont raisonnablement efficaces et une grande partie de l'aide s'est concentrée sur la fourniture de soins de santé gratuits, même si le système dépend de l'aide extérieure et que l'on ignore ce qui se produira lorsque l'aide cessera et que reprendra la pratique de recouvrement des coûts qui avait cours avant-guerre.

La difficulté inhérente aux programmes de « protection »

Mettre en œuvre des programmes de protection est également un défi complexe dans le nord et le centre du Mali. À elles seules, les ONG sont souvent incapables de faire grand-chose, car la protection relève de la responsabilité de l'État ou est gérée par des systèmes locaux traditionnels que les organisations internationales ne connaissent pas en général. Les civils sont régulièrement attaqués par des groupes armés ou se retrouvent pris dans des combats entre groupes opposés, et la violence sexuelle est un grave problème. Les organisations de défense des droits de l'homme ont souligné que l'armée et la police nationales se comportaient régulièrement de façon brutale, ce qui a entraîné une méfiance généralisée envers les « hommes

en uniforme ». Les ONG spécialisées ont travaillé dur pour documenter les abus et la violence de l'armée, et se sont engagées dans un plaidoyer pour les atténuer, mais en l'absence de sanctions, l'impunité reste la norme. Les bailleurs de fonds ont essayé de soutenir le Cluster Protection et ses partenaires, mais les ressources et le personnel spécialisé font défaut et les institutions étatiques sont très faibles dans de vastes zones du nord et du centre du pays qui restent pratiquement sans loi.

Les principes humanitaires à proximité d'une mission intégrée de l'ONU

Les organisations humanitaires doivent gérer leurs relations avec les institutions étatiques de manière très habile. Le fait d'être perçu comme trop proche des autorités peut être interprété comme une perte de neutralité et d'indépendance, ce qui peut mettre directement en danger son personnel. Les ONG veulent également éviter de paraître trop proches de la mission intégrée de l'ONU dans le pays, la MINUSMA, ou même parfois des Nations unies en général.

Les groupes armés actifs dans une grande partie du nord et du centre du pays ont tendance à cibler les forces militaires. Comme l'a souligné un membre du personnel d'une ONG : « le danger pour les humanitaires, c'est d'être trop près de ces forces militaires, et d'être au mauvais endroit au mauvais moment ». Avec environ 1 milliard de dollars dépensés chaque année par les Nations unies pour des opérations militaires, la situation reste instable et l'avenir incertain. En l'absence d'efforts soutenus de développement, les besoins de base ne sont toujours pas satisfaits et ne pourront qu'augmenter en raison de la détérioration rapide de la sécurité alimentaire, déclenchée par une crise dans une économie pastorale déjà affaiblie par l'impact de l'insécurité qui résulte du conflit et de la détérioration de la situation de l'ordre public. Dans ces conditions auxquels s'ajoutent insécurité croissante et défi de travailler parallèlement aux différentes forces armées (françaises, onusiennes et régionales), les acteurs humanitaires vont avoir besoin

de beaucoup d'imagination et de résistance. La sécurité du personnel dépendra de la capacité de négocier avec toutes les parties prenantes et d'un engagement continu à démontrer le respect des principes humanitaires.

S'il est probable que les ressources humanitaires diminueront, de nouveaux mécanismes de financement sont mis en place afin de combler le fossé avec le développement. Reste à savoir si ces derniers sont suffisamment agiles ou si les bailleurs de fonds du développement seront suffisamment flexibles pour permettre à la réponse de s'adapter à un environnement aussi changeant et imprévisible. Pour l'instant, la paix durable au Mali et les espoirs du chef touareg que le Festival au Désert ne reprenne semblent encore loin. • FRANÇOIS GRÜNEWALD, GROUPE URD

Cette synthèse s'appuie sur une étude de cas réalisée par le Groupe URD pour le SOHS 2018. L'étude de cas complète est disponible en ligne : sohs.alnap.org

